



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 3613

Texte de la question

CRISE EUROPÉENNE

M. le président. La parole est à M. Jérôme Cahuzac, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jérôme Cahuzac. Ma question s'adresse elle aussi au Premier ministre.

L'Europe a été fondée sur au moins deux valeurs : la démocratie, qui nous vient de la Grèce athénienne, et le droit, qui nous vient de l'Empire romain. Il est donc peu surprenant que la question démocratique fasse irruption précisément en Grèce, à un moment où l'on constate que son peuple est à l'avant-garde, pour l'austérité comme pour l'abandon de la souveraineté. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le Premier ministre, je comprends les propos que vous venez de tenir. Il eût été correct, en effet, que le Premier ministre grec informât ses collègues de ses intentions, à supposer qu'il les ait eues au moment des négociations. (*Applaudissements ironiques sur les bancs du groupe UMP.*)

Pour autant, vous ne pouvez demander au peuple grec - comme aux autres - de n'avoir que l'austérité et la rigueur comme perspectives. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Or l'on sait que la fiscalité seule et les seules mesures d'économie ne permettront pas à ce pays, pas plus qu'à un autre, de retrouver la prospérité et la croissance.

C'est donc certes une crise de gouvernance - le couple franco-allemand fonctionne mal car nos économies divergent -, mais aussi un problème de contenu des politiques européennes : la fiscalité et les mesures d'économie ne pourvoient pas, je le répète, au rétablissement budgétaire, ni en Grèce ni ailleurs, si la croissance n'est pas là.

La difficulté, au sein de la zone euro, est qu'aucun chemin de croissance, c'est-à-dire aucun chemin d'espoir, ne semble aujourd'hui tracé. Monsieur le Premier ministre, au-delà des considérations générales que vous avez eues devant la représentation nationale sur ce que la Grèce devrait pouvoir faire, convenez qu'elle pose des questions que tous les pays vont avoir un jour ou l'autre à résoudre et que, sans croissance, ces questions ne trouveront pas de réponse satisfaisante pour les peuples qui, jusqu'à présent, sont restés maîtres de leur destin et entendent le rester.

Monsieur le Premier ministre, que comptez-vous faire pour tracer un chemin d'espoir pour ce pays et pour tous les pays de la zone euro ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur certains bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Jean Leonetti, ministre chargé des affaires européennes.

M. Jean Leonetti, *ministre chargé des affaires européennes*. Monsieur le député, vous avez raison d'évoquer les difficultés que rencontre la Grèce...

M. Christian Hutin. Parce que le problème c'est seulement la Grèce ?

M. Henri Emmanuelli. Nous, nous n'en avons pas ?

M. Jean Leonetti, *ministre*. ...et de rappeler que l'Europe s'est construite sur des valeurs. Ces valeurs sont effectivement la liberté et la démocratie ; ce sont aussi la solidarité envers les peuples et la discipline budgétaire. Vous savez, car vous présidez la commission des finances, que rien n'est pire que la dette : elle se reporte sur les générations futures et fragilise les États, mais aussi les peuples.

Aujourd'hui, la situation que rencontre la Grèce n'est pas due à l'euro ou à l'Europe ; elle est due à la dette grecque. C'est la raison pour laquelle l'Europe doit avoir un langage équilibré. Il lui faut, d'une part, tenir un

langage de solidarité : c'est la main tendue, comme vient de le rappeler le Premier ministre, pour effacer une partie de la dette grecque en la restructurant à hauteur de 50 %, par un engagement volontaire des banques ; c'est aussi la possibilité, par le Fonds européen de stabilité financière, c'est-à-dire par l'engagement des États membres, de faire en sorte que cette solidarité s'exerce.

D'autre part, il y a aussi la discipline budgétaire. Tous les pays de la zone euro ont fait, font ou feront des efforts pour que la dette soit soutenable. La Grèce ne peut pas s'exonérer de cette discipline. Voilà pourquoi le Premier ministre a rappelé que nous sommes dans une situation où c'est aux Grecs de décider s'ils doivent ou non rester dans la zone euro. (*Applaudissements sur certains bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jérôme Cahuzac](#)

Circonscription : Lot-et-Garonne (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3613

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 novembre 2011